

Unité départementale du Loiret  
3, rue de Carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 18/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SWISS KRONO**

Route de Cerdon  
45600 SULLY SUR LOIRE

Références : 20220428

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 SULLY SUR LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection annuelle

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 SULLY SUR LOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0010004585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966 dont le siège social est basé à Menznau, près de Lucerne en Suisse. Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois, non seulement avec la conquête de nouveaux marchés, mais aussi grâce au développement permanent de nouveaux produits. Le groupe SWISS KRONO emploie actuellement environ 5100 personnes dont environ 350 à Sully-sur-Loire. Pour le site, le chiffre d'affaires était de 179 M€ en 2018.

L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB). Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois. En 2021, l'usine a produit 785 489 m<sup>3</sup> de panneaux en bois. Elle comprend principalement une ligne de fabrication en continu de panneaux à particules et une ligne de fabrication en continu de panneaux OSB.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la précédente visite
- Rejets atmosphériques
- Ressources en eau et moyens de lutte contre l'incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale
Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 9.2.1	/	Mise en demeure
Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale
Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 3.2.4	/	Mise en demeure
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.3.5	/	Lettre de suite préfectorale
Principes directeurs	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.1	/	Mise en demeure
Bassin de confinement et bassin d'orage	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.7.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ressources en eau	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.3	/	Sans objet
Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.6.1	/	Sans objet
Permis feu	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.4.6.1	/	Sans objet
Suivi des déchets	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 5.2.3	/	Sans objet
Programme de surveillance annuelle de la qualité de l'air	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.2.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des poussières	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 3.1.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu des actions rapides de l'exploitant notamment sur le fonctionnement effectif des dispositifs de détection et protection GRECON.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après prétraitement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leurprétraitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :
<b>Constats : (C1) La qualité des eaux pluviales rejetées au point de rejet n°2 ne respecte pas les valeurs limites d'émission fixées..</b>
<b>Observations :</b> NC1* du 21/06/2021 : La qualité des eaux pluviales rejetées au point de rejet n°2 n'est pas conforme notamment en MEST, DCO, DBO5 et azote.  Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 : Lors de votre visite, nous vous avons présenté les résultats de notre étude de faisabilité pour le traitement des MEST, DCO et DBOS et azote, que nous venions juste de recevoir . Cette étude n'a pas eu les attentes escomptées et demande des installations proches d'une station d'épuration. Comme indiqué, nous avons demandé une nouvelle étude sur les impacts de nos rejets dans le milieu naturel avec une caractérisation des contributeurs à la DCO, nous venons de recevoir le devis et avons monté un dossier d'aide Agence de l'Eau. Nous lancerons la commande dès réception de la décision de cette dernière.  Avis de l'inspection du 06/09/2021 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets d'eaux pluviales conformes.  Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 : ; Le dossier d'aide Agence de l'Eau a été demandé le 11 août. Nous avons lancé la commande suite à réception de leur accord le 14 septembre.  Avis de l'inspection du 04/02/2022 : Les résultats de l'étude ont été présentés par l'exploitant et le bureau d'études UP, le 17/01/2022, à l'inspection des installations classées et à l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Les VLE applicables nous ont été soumises le 26/01/2022. L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant le valeurs effectivements applicables le 27/01/2022. Il a été confirmé par la DDT(SEEf) que l'Arche de Roanne ne peut être considérée comme la masse d'eau réceptrice et qu'il faut donc considérer la Loire comme telle. L'ALEB a indiqué qu'il fallait poursuivre et conclure les études d'acceptabilité du rejet et de dimensionnement des filières de traitement correspondantes par UP, puis de prévoir une réunion de concertation finale avant le dépôt d'un futur dossier « travaux ». Il est attendu de l'exploitant un engagement dans la remise en conformité en présentant le détail des travaux prévus avec le calendrier de mise en œuvre dans un courrier à Mme la préfète. La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets d'eaux pluviales conformes.  Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 : L'étude de l'acceptabilité du milieu récepteur vous a été présentée le 17 janvier 2022. Suite à cette dernière, le cabinet d'expertise qui nous accompagne met à jour l'étude de faisabilité afin de nous équiper des installations nous permettant la mise en conformité sur notre rejet du bassin OSB.  Analyse de l'inspection du 10/06/2022 : Une présentation a été faite fin janvier 2022 avec l'agence de l'eau. Depuis, UP a créé un modèle de traitement mais ils n'arrivent pas trouver une entreprise qui s'engage dans une solution. La Loire est bien considérée comme étant le milieu récepteur. Les résultats des rejets aqueux sont stables avec les mêmes dépassements observés que les années précédentes, les résultats du premier trimestre 2022 ont été consultés sur GIDAF : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépassements MES : janvier 2022 (38 mg/L au lieu de 35 mg/L), février 2022 (43.5 mg/L), mars 2022 (78 et 130 mg/L);</li> <li>- dépassement DBO5 : février 2022 (127 mg/L au lieu de 30 mg/L), mars 2022 (113 et 89.4 mg/L);</li> <li>- dépassements DCO : janvier 2022 (218 mg/L au lieu de 125 mg/L), février 2022 (572 mg/L), mars 2022 (536 et 474 mg/L);</li> <li>- dépassement azote total : janvier 2022 (53.9 mg/L au lieu de 30 mg/L), février 2022 (89.8 mg/L),</li> </ul>

mars 2022 (58.1 et 55.6 mg/L).

Le rapport UP du 09/06/2022 a été fourni. Il est proposé une solution BioReacteur à Membrane précédé d'un traitement primaire des métaux à 8 M€ avec 500 k€ d'exploitation par an. Il faut regarder cela au niveau technique d'autant plus que le rapport UP précise que des tests sont encore à prévoir pour vérifier l'efficacité d'un traitement physico-chimique pour l'abattement des métaux, les analyses complémentaires ayant révélé une forte présence d'ammoniaque qui complexe les métaux rendant difficile leur traitement.

**Il est demandé à l'exploitant de s'approprier les résultats de l'étude et de réaliser une analyse coûts/bénéfices de la solution proposée.**

**Il appartient à l'exploitant de fournir les différents rapports et d'organiser ensuite une réunion avec l'agence de l'eau.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Autosurveillance des émissions atmosphériques



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La périodicité de la transmission est à fréquence trimestrielle. Le bon fonctionnement des appareils de mesure en continu est vérifié au moins une fois par jour. Les appareils de mesure en continu sont contrôlés une fois par an au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence définies par les normes en vigueur.</p>
<b>Constats : (C2) L'exploitant n'a pas réalisé un suivi continu de la concentration en CO, NOx et poussières dans les rejets atmosphériques du conduit n°3 entre mai 2021 et février 2022.</b>
<p><b>Observations :</b>  Historique des échanges concernant la NC7 du 21/06/2021 :</p> <p>NC7 du 21/06/2021 : L'exploitant n'a pas réalisé un suivi continu des rejets atmosphériques du conduit n°3 entre janvier et mai 2021 (sur le CO et les COV).</p> <p>Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 :  Nous avons mis en place une surveillance de façon à détecter les anomalies sur les mesures en continu.</p> <p>Avis de l'inspection du 06/09/2021 :  Dans l'attente des résultats d'autosurveillance sur les derniers trimestres 2021 ne montrant pas d'absence de suivi en continu (CO et COV) du rejet n°3, la non-conformité est maintenue.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 :  Nous vous avons fait parvenir les rapports en même temps que les autres rapports liés à l'air et l'eau via un e-mail envoyé par Mme DECLEMY le 14 septembre. Vous constaterez qu'il y a eu une défaillance à compter du 23 juillet. Notre nouvelle organisation a permis de détecter celle-ci rapidement. Nous avons alerté notre prestataire qui a commandé les pièces et est intervenu le 20 août. Les tests étaient concluants. Nous étions en arrêt technique sur l'atelier panneaux de particules jusqu'au 27 août. Au redémarrage, un dysfonctionnement s'est produit au niveau de la communication entre la pièce changée et les appareils. Un dépannage téléphonique a eu lieu le 31 août mais n'a fonctionné que 4 heures. Nous avons commandé immédiatement l'intervention du technicien réalisée les 16 et 17 septembre et dont vous trouverez le rapport d'intervention.</p> <p>Avis de l'inspection du 04/02/2022 :  Le rapport d'intervention du 17/09/2021 a été fourni. De nombreuses mesures manquent sur les derniers trimestres 2021, la non-conformité est maintenue.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 :  Nous rencontrons de nombreux dysfonctionnements au niveau des appareils de mesure en continu et ce malgré notre contrat d'entretien. Comme vous pouvez le constater, nous effectuons les alertes et les mesures correctives immédiatement et dans le délai d'intervention de la société Sick. Les rapports vous sont envoyés mensuellement.</p> <p>Analyse de l'inspection du 10/06/2022 :  Les rapports mensuels suivants ont été consultés : mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 2021, janvier, février, mars et avril 2022. Il en ressort les éléments suivants :  - Pas de mesure CO, NOx : du 01/05/21 au 07/06/21, du 23/07/21 au 19/08/2021, du 21 au 30/08/2021 du 01/09 au 14/09/2021 (dépannage SICK 16 et 17/09/2021), du 25 au 27/09/21, du 30/09 au 17/10/2021, du 29 au 30/12/2021, du 01 au 10/02/2022 (dépannage SICK du 17/02/2022).  - Pas de mesure poussières du 09 au 24/06/2021, du 11/11/2021 au 14/12/2021, du 17/01/2022 au 30/01/2022 (dépannage SICK du 01/02/2022).  D'après l'exploitant, la canne poussières s'obture très rapidement et de ce fait, la maintenance trimestrielle ne suffit pas.  Sur la partie COV, NOx, il y a eu des pannes de circuits imprimés, de pompes O2. L'exploitant</p>

précise que les délais de réception des cartes de circuits imprimés sont très longs. Les techniciens ne sont pas toujours disponibles et les pièces sont difficiles à obtenir.

Un RDV a été fait avec SICK (prestataire chargé de la maintenance) récemment. Il est prévu une mise à niveau du matériel en 2024 (qui a déjà 10 ans de fonctionnement). L'exploitant précise avoir élaboré un plan d'action qui est actuellement mis en œuvre.

Le plan d'action suivant a été fourni par l'exploitant le 17/06/2022 : Plan d'actions Electrofiltre PP Sena - Mesures en continu

Plan d'actions à court terme, lors de la maintenance des 27 et 28 juin 2022

- Augmentation de la fréquence de rétro soufflage
- Réalisation d'un mode opératoire pour nettoyage en interne de la sonde poussière
- Validation de la nécessité de mettre en place un préfiltre et un ballon de rétention afin d'augmenter la pression d'air au niveau de la sonde (étude menée par le technicien)

Plan d'actions à moyen/long terme :

- Mise en place d'un boîtier de dialogue pour maintenance à distance (cette solution n'existait pas il y a 10 ans, en cours de chiffrage)
- L'installation ayant 10 ans, une première réunion a eu lieu en mars 2022 pour rétrofiter cette installation ; un premier devis a été établi le 9 juin 2022 (177 000 euros), d'autres sont en cours.

Ce projet ayant pour but d'utiliser les mêmes technologies que pour les futurs sécheurs, la réalisation aura lieu en 2024 selon l'exploitant. Ce délai est trop long.

**Les justificatifs de mise en œuvre du plan d'action sont à transmettre. Le devis signé du changement du dispositif de suivi continu des rejets atmosphériques de l'électrofiltre est également à fournir. Il est attendu de l'exploitant qu'il précise la technologie choisie ainsi que ses avantages.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Nom du point de contrôle :** Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et' de pression (101,3 kilopascals)après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n°1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ; - à une teneur en O2 précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.
<b>Constats : (C3) Des dépassements sont constatés en NOx sur le conduit n°4.</b>
<b>Observations :</b> NC2* du 21/06/2021 : Des dépassements sont constatés en CO et NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 : La chaudière de secours THZ a été auditée par un spécialiste le 20 juillet. Elle nécessite des réparations. Les pièces sont en commande. Dès réparation, nous referons les mesures en CO et NOx.  Avis de l'inspection du 06/09/2021 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en CO et NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 : La réparation de la chaudière de secours THZ est prévue sur l'arrêt technique de l'OSB du 06 au 09 octobre. Nous avons planifié les nouvelles mesures en CO et NOx le 04 novembre.  Avis de l'inspection du 04/02/2022 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en CO et NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 : La réparation de la chaudière de secours THZ est prévue sur l'arrêt technique de l'OSB d'octobre 2022 ; les réparations prévues sur le précédent arrêt technique ayant révélé d'autres causes. Les travaux sont conséquents et nécessitent un arrêt long.  Analyse de l'inspection du 10/06/2022 : La chaudière de secours THZ est fonctionnelle, elle est utilisée un peu tous les jours en back-up de la chaudière GEKA (10 à 20 % du temps). Elle va continuer à être utilisée dans le cadre du projet Green energy (mais vraiment plus en secours parce que la chaudière biomasse viendra alimenter en énergie la majeure partie du temps). Une grosse remise à niveau (changement du brûleur et de l'échangeur) sera faite à l'automne 2022. Vu rapport APAVE pour mesures du 08 au 09/12/2021 (OSB buttner, OSB Promill, presse OSB, presse PP, THZ) : THZ (pas de mesure poussières et SO <sub>2</sub> ) : dépassement NOx en concentration (180 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ) en décembre 2021. Pas de dépassement sur le CO (39 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ). Cette chaudière est interconnectée, elle ne peut pas être montée en température quand les autres chaudières fonctionnent. Elle est utilisée généralement entre 20 et 50 % de rendement. Donc les mesures sont représentatives des émissions. Le brûleur qui ne fonctionne plus correctement est à l'origine des ces dépassements. D'où le changement du brûleur à venir. . L'audit dalkia de début d'année met en évidence ce besoin de mise à niveau. Le devis signé par l'exploitant au 02/06/2022 de l'entreprise CUENOD pour le changement du brûleur a été fourni. Le devis NESS signé par l'exploitant le 29/04/2022 pour le changement de l'échangeur a été fourni. Les prochaines mesures seront faites après les travaux qui auront lieu à l'automne. La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en NOx sur le conduit n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets atmos
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et' de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n°1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ; - à une teneur en O <sub>2</sub> précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.
<b>Constats : (C4) Des dépassements de VLE sont constatés dans les rejets atmosphériques en poussières sur les conduits n°1 à 3, en CO et métaux (somme arsenic, tellure, sélénium) sur le conduit n°2 et en formaldéhyde sur le conduit n°6 .</b>
<b>Observations :</b> Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 14/04/2021  Vu Rapport APAVE pour mesures des 03 et 04/05/2021 (OSB buttner, OSB promill, presse OSB, presse PP) Presse OSB : dépassement COVt en concentration (120 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (19 kg/h au lieu de 15 kg/h) en mai 2021. Pas de dépassement constaté en décembre 2021 et février 2022.  Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 14/06/2021 OSB Buttner : dépassement poussières en concentration (180 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (38 kg/h au lieu de 20 kg/h) en juin 2021. OSB Promill : dépassement poussières en concentration (106 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ).  Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 12/07/2021  Vu rapport APAVE pour mesures du 02/08/2021 (OSB buttner, OSB Promill, presse OSB, presse PP) Presse PP : dépassement formaldéhyde en concentration (17,6 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 15 mg/Nm <sup>3</sup> )  Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 15/09/2021 OSB Promill : dépassement poussières en concentration (171 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ).  Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 04/10/2021  Vu rapport APAVE pour mesures du 08 au 09/12/2021 (OSB buttner, OSB Promill, presse OSB, presse PP, THZ) : OSB Promill : dépassement CO en concentration (590 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 200 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (106 kg/h au lieu de 40 kg/h) en décembre 2021 et dépassement poussières en concentration (107 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ) Vu Rapport APAVE pour mesures OSB du 27/01/2022 OSB Buttner : dépassement poussières en concentration (140 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (38 kg/h au lieu de 20 kg/h) en janvier 2022 OSB Promill : dépassement poussières en concentration (156 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (43.5 kg/h) en janvier 2022, dépassement flux CO (46.5 kg/h au lieu de 40 kg/h). Vu Rapport APAVE pour mesures du 07 au 10/02/2022 (OSB buttner micropol, OSB promill micropol, sécheur PP, presse PP et presse OSB) OSB Promill : dépassement CO en concentration (350 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 200 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (54.34 kg/h au lieu de 40 kg/h) en février 2022, dépassement As+Se+Te en concentration (1.27 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 1 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (215 g/h au lieu de 200 g/h). Presse PP : dépassement formaldéhyde en concentration (101.16 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 15 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (3.1 kg/ Promill : dépassement CO en concentration (590 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 200 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (106 kg/h au lieu de 40 kg/h) en décembre 2021 et dépassement poussières en concentration (107 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> )  Vu Rapport APAVE pour mesures OSB du 27/01/2022 OSB Buttner : dépassement poussières en concentration (140 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm <sup>3</sup> ) et flux (38 kg/h au lieu de 20 kg/h) en janvier 2022

OSB Promill : dépassement poussières en concentration (156 mg/Nm<sup>3</sup>) et flux (43.5 kg/h) en janvier 2022, dépassement flux CO (46.5 kg/h au lieu de 40 kg/h).

Vu Rapport APAVE pour mesures du 07 au 10/02/2022 (OSB buttner micropol, OSB promill micropol, sécheur PP, presse PP et au lieu de 0.45 kg/h) en février 2022.

Vu rapport APAVE pour mesures OSB du 11/03/2022

OSB Buttner : dépassement poussières en flux (27.2 kg/h au lieu de 20 kg/h) en mars 2022

OSB Promill : dépassement poussières en concentration (114 mg/Nm<sup>3</sup>) et flux (26.1 kg/h) en mars 2022.

Vu rapport APAVE pour mesures OSB du 13/04/2022

OSB Promill : dépassement poussières en concentration (221 mg/Nm<sup>3</sup>) et flux (33.4 kg/h) en avril 2022.

Dépassement poussières conduit 3 (électrofiltre sécheur PP) : 12/08/21 (47.22) du 01 au 02/09/21 (37.78), 20/09/21 (32.40), du 01 au 04/10/2021 (jusqu'à 39.10), du 21 au 29/12/2021 (jusqu'à 153.04), du 03 au 16/01/2022 (jusqu'à 156.53 mais avant arrêt suivi), du 04/02/2022 au 17/02/2022 (jusqu'à 46.57), 19/02/2022 (30.04), 22/02 (30.27), 26/02 (38.50), 09/03/2022 (31.75), 23/03/2022 (34.09), 01/04/2022 (72.2), du 07 au 14/04/2022 (jusqu'à 59.24), du 18 au 20/04/2022 (jusqu'à 45.09), du 28 au 30/04/2022 (jusqu'à 104.88 JS).

Quelques dépassements CO en JS : en juillet 2021, 19/12/2021 (244.27), 30/12/2021 (220.62). et NOx en JS en janvier 2022.

L'exploitant ne sait pas ce que signifie JS. **Il lui est demandé d'expliquer à quoi correspond cette abréviation parfois attribuée à certaines valeurs.**

L'exploitant explique les dépassements poussières par l'encrassement de la canne. L'équipement est en fin de vie.

Vu Rapport APAVE pour mesures du 07 au 10/02/2022 (OSB buttner micropol, OSB promill micropol, sécheur PP, presse PP et presse OSB). Ce dernier présente une mesure à 9.43 mg/Nm<sup>3</sup> pour la concentration en poussières au niveau du conduit 3. Pas de dépassement. L'exploitant explique que cette valeur est représentative des émissions du site.

L'exploitant précise également qu'il peut y avoir des dépassements de CO en lien avec des arrêts des sécheurs et redémarrages qui sont émissifs de CO. Le process d'alimentation n'est pas linéaire en fonction de l'épaisseur des panneaux qui sont fabriqués. L'exploitant vérifie la conformité au mois et à l'année. Néanmoins, les VLE de l'AP sont en concentrations instantanées.

L'exploitant justifie les dépassements poussières réguliers sur les sécheurs buttner et promill. Il explique que la mesure mensuelle qui est faite est représentative de la production qui est passée à ce moment là (essence de bois: feuillus ou résineux, bois scolisés sec, mort, humidité du bois, de la charge du sécheur). En ce sens, l'exploitant n'influence pas les mesures qui sont faites par l'organisme de contrôle.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas de solution pour remédier à ces dépassements hormis la mise en place des nouveaux sécheurs en 2024 (démarche déjà engagée et travaux lancés). D'après lui, s'il y avait une mesure en continu, on verrait que les valeurs moyennes sont assez basses. Le rapport de réexamen IED montre qu'il y a des valeurs hautes et basses (moyennes annuelles entre 40 et 63 avec des écarts type importants). Des dizaines de paramètres influenceraient, selon lui, les émissions de poussières. L'exploitant a conscience des pics et n'estime pas faire face à une dérive des émissions de poussières des sécheurs OSB. Faute de mesure en continu sur plusieurs mois, l'argumentaire n'est pas robuste.

Par courriel du 17/06/22, l'exploitant précise : *"les émissions de poussières sont liées à différents paramètres : température d'entrée des sécheurs, conditions climatiques extérieures, type de bois (pin, feuillus), quantité de bois dans les sécheurs,...et d'autres plus techniques dans la gestion du séchage.*

*Aujourd'hui, les sécheurs actuels ne permettent pas de tenir les valeurs fixées par notre AP. C'est pourquoi, nous avons demandé une dérogation à l'application de la directive IED acceptée jusqu'en novembre 2022. Une nouvelle demande est en cours pour juillet 2024 afin de mettre en oeuvre notre projet Green Energy qui comprend notamment l'installation de nouveaux sécheurs basse température, permettant d'atteindre nos objectifs en émissions de poussières." Le projet green energy permettra de diminuer fortement les émissions de poussières. Le chantier a commencé et*

*a été visualisé sur site."*

Compte tenu du calendrier dérogatoire de mise en oeuvre du projet GREEN ENERGY, celui-ci ne saurait justifier le non-respect de la VLE actuelle en poussières.

Deux dépassements en formaldéhyde sur la presse PP (un important en février 2022) sont constatés. Par courriel du 17/06/22, l'exploitant précise : "les émissions de formaldéhyde sont liées à l'utilisation à des concentrations différentes de l'urée dans la fabrication des panneaux (l'urée permet de bloquer le formaldéhyde mais engendre des modifications des caractéristiques mécaniques des panneaux). Cette concentration varie en fonction du type de panneaux produits mais également de leurs épaisseurs. Le jour des mesures en février, nous produisons des panneaux avec une teneur faible en urée d'où une émission plus forte sur ces mesures."

Il est également demandé à l'exploitant d'analyser les dépassements CO et As+Se+Te de février 2022 de l'OSB promill. Par courriel du 17/06/22, l'exploitant précise : "Les émissions de CO sont dues à une mauvaise combustion dans le brûleur du sécheur. Ces sécheurs sont en fin de vie et présente des dysfonctionnements réguliers. Les travaux pour changer de sécheurs permettront de respecter les valeurs seuils. Pour les dépassements en As+Se+Te, la seule explication serait le passage de bois contenant une concentration plus importante en Se et Te mais impossible pour nous à détecter lorsque nous achetons les rondins de bois.

Pour l'As, il peut venir de bois traités (fongicide ou insecticide). Dans ce cas, nous n'avons pas de moyen de contrôle sur les rondins achetés malgré des cahiers des charges mis en place avec nos fournisseurs."

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure.



**Nom du point de contrôle :** Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre {ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.5111 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-45 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations ne sont pas admis dans l'installation.</p>
<b>Constats : (C5) Les remises en état nécessaires suite aux vérifications foudre ne sont pas faites dans le délai maximum d'un mois.</b>
<p><b>Observations :</b> NC3 du 21/06/2021 : Les remises en état nécessaires suite aux vérifications foudre ne sont pas faites dans le délai maximum d'un mois. Le plan d'action FOUDRE doit être mis à jour et mis en œuvre.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 :</p> <p>En novembre 2019, l'organisme de contrôle avait noté une mise à jour nécessaire de l'étude foudre. Cette mise à jour a été réalisée en juillet 2020 et les travaux de mise en conformité (hors électrique) ont été réalisés dès septembre 2020 (DOE 14/09/20).</p> <p>Par ailleurs, un devis de mise en conformité a été demandé à la société SPIE (27/01/20) pour donner suite à la visite de l'organisme de contrôle de novembre 2019.</p> <p>Compte tenu de la situation sanitaire liée à la COVID19, le prestataire SPIE a répondu en octobre 2020. Nous étions étonnés du montant des différentes prestations qui étaient 4 fois supérieures à la prestation précédente (23 474 euros). Nous avons décidé de faire appel à une autre société CLEMESSY pour un devis comparatif (09/06/21). Leur devis s'élève à 90 000 euros mais correspond à ce que demande l'organisme de contrôle.</p> <p>Après analyse avec nos services internes en juin 2021 et l'organisme de contrôle, les propositions de SPIE ne correspondent pas aux demandes de l'organisme de contrôle. Il leur a été demandé de prendre contact avec l'organisme de contrôle pour revoir leur devis et de l'actualiser avec le</p>

rapport de 2020.

Une autre entreprise ENGIE a également été contactée pour un troisième devis (le 29 juin 2021)

Dès réception des rapports, nous nous mettons en relation avec les sociétés sous-traitantes certifiées Qualifoudre mais comme vous pouvez le constater les délais sont longs et d'autant plus dans les conditions sanitaires actuelles. Nous faisons notre maximum pour se mettre en conformité mais le délai d'un mois n'est pas réaliste au vu des travaux à réaliser, des délais d'instruction des devis, de traitement des commandes et de la disponibilité de ces sociétés.

Avis de l'inspection du 06/09/2021 :

La non-conformité est maintenue dans l'attente de la réalisation des travaux de remise en état.

Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 :

Nous sommes toujours en attente des devis des fournisseurs agréés Qualifoudre malgré nos relances hebdomadaires. Les travaux seront effectués dès que nous aurons leur disposition.

Avis de l'inspection du 04/02/2022 :

La non-conformité est maintenue dans l'attente de la réalisation des travaux de remise en état.

Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 :

Nous avons passé commande des travaux qui seront effectués dès que nous aurons les dates d'intervention du prestataire.

Analyse de l'inspection du 10/06/2022 :

La commande des travaux de remise en état a été passée. Ils auront lieu pendant l'arrêt technique.

La commande d'achat de SWISS KRONO du 17/03/2022 à l'entreprise CLEMESSY pour la remise en conformité électrique foudre a été fournie.

La dernière vérification complète foudre APAVE date du 27 octobre au 28 novembre 2020. La prochaine vérification complète sera faite après les travaux fin 2022.

La non-conformité est maintenue dans l'attente de la réalisation des travaux de remise en état.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Les poteaux incendie présents sur le site délivrent 60 m<sup>3</sup>/h chacun sous 1 bar et maintenus hors gel. La carte de localisation des poteaux incendie figure en annexe 2.</p> <p>Le bouclage des bâtiments et des paires à bois sont réalisés par un réseau d'hydrants, conformes à la norme française en vigueur, accessibles aux engins de lutte contre l'incendie et disposés au maximum tous les 200 mètres,</p> <p>Le réseau est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.</p>
<p><b>Constats : (C6) Afin de garantir la satisfaction des besoins en eau pendant 2 heures, l'exploitant doit justifier, soit que le sprinklage ne fonctionnera pas pendant plus de 1 heure (procédures à l'appui) et que cette durée de fonctionnement ne remet pas en cause la conformité de l'installation (certificat à l'appui) , soit que pour le scénario de la D9, le débit d'alimentation du sprinklage de la zone correspondante est inférieur à 250 m<sup>3</sup>/h.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Vérifications des débits des poteaux incendie (dernière intervention du 06/03/2020).</p> <p>Ils se mettent en situation réelle poteau par poteau et deux poteaux en simultané. La dernière vérification de 2021 a été faite par EUROFEU. Le logiciel du prestataire ne permet pas d'avoir un rapport réel fiable et représentatif. La commande 2022 a été faite.</p> <p>Besoins en eau (également demande du SDIS lors du RDV du 24/05/2022).</p> <p>Lors de la visite du 10/06/2022, il a été demandé à l'exploitant de fournir les besoins en eau à l'échelle du site (le PAC de 2021 les donnait seulement au niveau des nouveaux projets). Par courriel du 17/06/2022, l'exploitant a fourni le calcul de la D9 avec le scénario le plus défavorable à l'échelle du site. Il s'agit d'un incendie touchant le stockage des panneaux de particules. Les besoins en eau calculés sont de 690 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Ressources en eau :</p> <p>Par courriel du 17/10/2022, l'exploitant a fourni le schéma de principe de la défense incendie du site.</p> <p>Il existe une réserve sprinkler de 1000 m<sup>3</sup> alimentée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étang de 10 000 m<sup>3</sup> à 100 m<sup>3</sup>/h via une pompe électrique secourue de 100 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- l'eau de Loire via une pompe hydraulique de 100 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> <p>La cuve de 1000 m<sup>3</sup> est alimentée en principal par l'eau de Loire et en complément par l'étang si ce n'est pas suffisant. La ville de Sully dispose de buses de pompage en Loire pour les usages incendie d'autres sites industriels et arrosage des espaces verts de la ville. Dès que le niveau bas est atteint, la cuve se remplit. Il y a des scaphandriers qui viennent régulièrement nettoyer la cuve des alevins et coquillages. Il y a un accord avec la ville. Dans les procédures, il est prévu que la ville puisse faire fonctionner des pompes en supplément lors d'un incendie pour continuer à alimenter le site. Il est demandé à l'exploitant de fournir les capacités d'alimentation de la ville de Sully. Le schéma de principe fourni le 17/06/2022 précise que la ville de Sully-sur-Loire dispose de 3 pompes à vide de 80 m<sup>3</sup>/h via une bâche de 70 m<sup>3</sup>.</p> <p>Cette réserve sprinkler alimente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le réseau RIA du site via 3 pompes électriques en cascade de 30 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- le réseau sprinkler du site via 2 pompes diesel en cascade de 500 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- le réseau de poteaux incendie du site (41 PI + 2 BI) via 3 pompes électrique en cascades de 200 m<sup>3</sup>/h (permettant, d'après l'exploitant à ce réseau de poteaux d'incendie de fournir un débit de 460 m<sup>3</sup>/h).</li> </ul> <p>Le réseau de poteaux d'incendie est complété par 4 lignes d'aspiration fixes de 100 mm sur le</p>

même étang de 10 000 m<sup>3</sup> permettant aux sapeurs-pompiers d'obtenir un débit supplémentaire de 4 x 60 m<sup>3</sup>/h soit 240 m<sup>3</sup>/h.

L'analyse de ces documents a été réalisée avec l'aide du SDIS45.

Grâce à ces lignes d'aspiration fixe sur l'étang de 10000 m<sup>3</sup>, le besoin en eau à compléter par les poteaux incendie est de 450 m<sup>3</sup>/h (690-240=450 m<sup>3</sup>/h).

Au bout de la première heure, la réserve de 1000 m<sup>3</sup> sera à 550 m<sup>3</sup>/h (1000-450 m<sup>3</sup> prélevés) + 200 m<sup>3</sup> de réalimentation (étang + Loire) = 750 m<sup>3</sup>.

Si le réseau sprinklage fonctionne pendant 1h, on serait à 250 m<sup>3</sup> (750-500=250 m<sup>3</sup>)

Au bout de la 2<sup>ème</sup> heure, le volume de la réserve sera à 450 m<sup>3</sup> (250 m<sup>3</sup> +200 m<sup>3</sup> réalimenté) - 450 m<sup>3</sup> prélevés = 0.

Au regard de cette analyse, les ressources en eau satisfont les besoins considérant un fonctionnement d'une heure du sprinklage.

Afin de garantir la satisfaction des besoins en eau pendant 2 heures, l'exploitant doit justifier que le sprinklage ne fonctionnera pas pendant plus de 1 heure (procédures à l'appui) ou justifier que pour le scénario de la D9, le débit d'alimentation du sprinklage de la zone correspondante est inférieur à 250 m<sup>3</sup>/h.

Pour information, l'exploitant précise que les rapports des assurances s'appuie sur le Q1 pour les sprinkler, Q5 sur les RIA et Q7 sur les extincteurs.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Principes directeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Principes directeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats : (C7) Le système de détection et d'extinction des étincelles GRECON n'est pas activé dans toutes les zones où il est installé.</b>
<b>Observations :</b> NC9 du 21/06/2021 : Le système de détection et d'extinction des étincelles GRECON n'est pas fonctionnel dans la zone de conformation des PP en amont de l'encollage notamment (zone ATEX).  Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 : Une expertise de la société Grecon est en cours afin de trouver la cause du déclenchement intempestif de la sonde de température lié à ce même système.  Avis de l'inspection du 06/09/2021 : Dans l'attente des justificatifs attestant que le système GRECON est fonctionnel dans la zone de conformation des PP en amont de l'encollage notamment, la non-conformité est maintenue.  Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 : L'expertise de la société Grecon sur la zone est planifiée sur l'arrêt technique de l'unité OSB du 05 au 20 octobre ; les techniciens étant présents pour contrôler toutes les lignes de cette dernière zone.  Avis de l'inspection du 04/02/2022 : Dans l'attente des justificatifs attestant que le système GRECON est fonctionnel dans la zone de conformation des PP en amont de l'encollage notamment, la non-conformité est maintenue.  Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 : La société GRECON est intervenue pour corriger le défaut mais depuis, celui-ci est réapparu. Nous avons mandaté l'avis de leur expert, qui a été mandaté pour la semaine 10.  Analyse de l'inspection du 10/06/2022 : Le rapport de service GRECON du 10/05/2022 a été fourni. Le câble d'alimentation était défilant donc il a été retiré par le technicien Grecon. Un devis de la société INEO signé le 15/06/2022 par l'exploitant pour faire tirer un nouveau câble d'alimentation a été fourni. Lors de la visite des deux salles de supervision des productions (panneaux de particules et OSB), le 10/06/2022, il a été constaté que différentes zones GRECON avaient été désactivées par les équipes de supervision des process.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure

**Nom du point de contrôle :** Définition générale des moyens



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Définition générale des moyens
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Etablissements Répertoriés établi par l'exploitant. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.</p>
<b>Constats : (C8) L'exploitant n'est pas encore en mesure de justifier que le système de sprinklage et les RIA sont maintenus en bon état.</b>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Historique des échanges NC10 du 21/06/2021 :</p> <p>NC10 du 21/06/2021 : Le système de sprinklage, les RIA et les caméras thermiques de surveillance du silo poussières ne sont pas maintenus en bon état.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 :</p> <p>Le système de sprinklage est maintenu en bon état : les travaux sur le diesel n°1 sont en cours, nous vous avons fourni la commande de matériel. Les essais aux points F ne signifient pas que le système n'est pas en bon état ; ce sont des tests de contrôle. Les derniers essais effectués étaient conformes.</p> <p>Comme indiqué, le système de caméras du silo est en service, c'est le report en salle de commande des caméras qui n'a pas été remis en place suite aux derniers travaux de réfection de cette salle de commande. Ce report sera remis dans la salle en août 2021.</p> <p>Concernant les RIA, le dernier rapport n'est pas conforme aux contrôles effectués. Nous avons effectué un recours auprès de la société prestataire car les RIA étaient accessibles contrairement à ce qui est mentionné dans le rapport et ils étaient tous alimentés en eau. En parallèle, nous avons mandaté un nouveau contrôle pour cette année par un autre prestataire. Nous sommes dans l'attente de la date d'intervention de ce contrôle.</p> <p>Avis de l'inspection du 06/09/2021 :</p> <p>Les factures des travaux sur le diesel n°1 sont à fournir. Les essais au point F sont des tests réels des réseaux pour vérifier l'absence de bouchage et les temps d'arrivée aux points les plus pénalisants des réseaux d'eau.</p> <p>Les caméras sans système de report en salle de contrôle ne permettent pas de détecter un éventuel incendie. Les justificatifs attestant que le report a été remis en place à l'occasion de la réfection de la salle de commande sont à fournir.</p> <p>S'agissant des RIA, le recours à la société prestataire ainsi que la sollicitation d'un autre prestataire sont à fournir.</p> <p>La non-conformité est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant que les systèmes de sprinklage, les RIA et les caméras thermiques du silo de poussières sont en bon état.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous vous joignons le bon d'intervention et la facture des travaux réalisés sur le diesel n°1.</li> <li>- Les essais au point F seront faits en 2022.</li> <li>- Le report du système de caméras du silo poussière en salle de commande via des caméras a été remis en place comme prévu en août 2021 et comme le montre la photo suivante.</li> <li>- Concernant les RIA, nous vous ferons parvenir tous les éléments dès que nous les aurons.</li> </ul> <p>Avis de l'inspection du 04/02/2022 :</p> <p>La facture de sprinkler 45 du 29/07/2021 pour le remplacement de la pompe à eau sur le diesel n°1 a été fournie.</p> <p>La photo transmise atteste que le report de la caméra thermique du silo poussière est effective en salle de commande.</p> <p>Dans l'attente des essais au point F concluants à la conformité et des justificatifs concernant les remises en conformité des RIA, la non-conformité est maintenue.</p>

Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 :

Les essais au point F seront faits en mars 2022, nous vous ferons parvenir les comptes-rendus dès réception.

Concernant les RIA, la société EUROFEU, a selon leurs explications, rencontré des dysfonctionnements dans leur logiciel et ne peuvent pas nous éditer un document conforme. Afin de palier à ce problème, nous leur avons demandé une nouvelle intervention qui a lieu actuellement. Nous vous ferons parvenir le rapport dès réception.

Analyse de l'inspection du 10/06/2022 :

Les documents concernant la vérification des RIA sont à fournir. D'après l'exploitant, une commande avec une autre société a été passée pour la vérification en 2022. Le contrat de maintenance préventive des RIA conclu avec la société DESAUTEL a été fourni le 17/06/2022.

Concernant les essais au point F, dans le cadre de la trentenaire du système de sprinklage, un bilan complet sera fait cette année (dont notamment des radiographies des tubes, les essais aux points F, ...) entre septembre et décembre 2022. L'audit préparatoire de la société AM->PSI d'analyse des Installations de protection incendie Automatique de type Sprinkleurs des Sources B1, B2 et Postes de contrôles n° 2,3,4,6,7,9,10,11,12,13,14,15,16 et 19 du 24/05/2022 a été fourni. Les investigations détaillées ainsi que la rédaction du cahier des charges suite à l'audit seront faites en 2022. L'exploitant a fourni le planning des investigations sur les postes 9 à 16 et 19 qui auront lieu en septembre 2022.

Les constats de fin de travaux des essais aux points F de la société sprinkler45 du 03/03/2022 ont été fournis pour le poste 21 (une partie des stockages des panneaux de particules et des bureaux administratifs). Cette partie de l'installation de sprinklage est plus récente que le reste de l'installation et ne sera donc pas concernée par la trentenaire. Le poste concerné est mis sous antigel avec liquide spécialisé. Le temps de démarrage de la motopompe diesel est de 2mn43. Il est demandé à l'exploitant d'analyser ce temps de démarrage.

Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs d'essais au point F de tous les postes sprinklage du site.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Permis feu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du permis de travail, de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li><li>- la durée de validité,</li><li>- la nature des dangers,</li><li>- le type de matériel pouvant être utilisé,</li><li>- les mesures de prévention à prendre, notamment les. vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d' explosion, la mise en sécurité des installations, :</li><li>- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li></ul> <p>Tous les travaux où interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, Une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution,</p> <p>et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée, Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout, travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.</p> <p>L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,</li><li>- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</li></ul>
<b>Constats : (C9) Le permis feu du 21/05/2022 relatif aux travaux à l'origine de l'incendie du 21/05/2022 n'est pas complètement renseigné.</b>
<p><b>Observations :</b> Les permis feu rédigés par les équipes de maintenance à l'occasion de l'opération à l'origine de l'incendie du 21/05/2022 ont été fournis. Tous les items demandés sont présents mais le renseignement est incomplet. Les mesures de protection pour la mise en sécurité ne sont pas suffisamment détaillées (définition de la zone dangereuse, séparation de la zone dangereuse, retrait - éloignement - obturation des interstices de canalisation des substances inflammables, vidange - nettoyage).</p> <p>Les équipes d'intervention ont été revues pour leur expliquer qu'il fallait aller plus loin dans l'analyse de risque de la zone quand le permis de feu est rédigé. Une note a été faite pour évacuer toute substance inflammable dans un rayon de 10 m en cas de travail par point chaud. Un flash incendie de fin mai 2022 sur les risques des pétillons de soudure et l'évacuation des substances inflammables dans un rayon de 10 m lors de travail par point chaud a été fait à destination des équipes concernées, il a été fourni à l'inspection le 17/06/2022. Les caméras thermiques pour aider les rondes à détecter les feus couvants ont été commandées. La commande d'achat du 27/05/2022 des caméras thermiques a été fournie le 17/06/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Bassin de confinement et bassin d'orage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement, dénommés « ancien bassin » et « bassin OSB » de capacités respectives de 8 000 m<sup>3</sup> et de 10000 m<sup>3</sup>, avant rejet vers le milieu naturel. La vidange doit suivre les principes imposés, au traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant Une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>L'évacuation des effluents recueillis se fait dans les conditions prévues au titre V.</p>
<p><b>Constats : (C10)</b> Les dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement permettant de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie n'ont pas été mis en place lors de l'incendie du 21/05/2022.</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées par le sinistre n'a pas été récupéré.</p> <p>Les effluents ne sont pas traités en tant que déchets.</p>
<p><b>Observations :</b> Gestion des eaux d'extinction : Incendie du 21 mai 2022</p> <p>1. Chronologie</p> <p>19h15 : départ d'incendie – 2 RIA mis en oeuvre par le personnel présent</p> <p>19h : les ESI internes mettent en place 5 LDV (lance pompier à débit variable) et 1 canon à eau en relai des RIA – aucune utilisation d'émulseur.</p> <p>19h30 : fin du sinistre, mais arrosage des zones pour sécuriser jusque 21h</p> <p>→ 300 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction</p> <p>Les eaux d'extinction sont envoyées dans le bassin d'orage OSB qui est isolé (les pompes sont à l'arrêt).</p> <p>Le lundi matin, après les pluies du dimanche, le bassin est à son niveau maximum, nous décidons la mise en route des pompes de relevage - aucune trace de flottants ou d'hydrocarbures</p> <p>Après appel de Mme Etienne, les pompes sont arrêtées : elles ont fonctionné 2 heures.</p> <p>Le mardi, nous nous sommes rendus sur l'Arche de Roanne, aucune trace de pollution n'a été constatée visuellement.</p> <p>2. Retour d'expérience et plan d'actions</p> <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le téléstop n'a pas été activé car le PC crise n'a pas été activé (le gardien a jugé que cela n'était pas nécessaire)</li> <li>- les analyses n'ont pas été faites car jugées non nécessaires au vu de la dilution de ces eaux dans le bassin (1ère estimation entre 300 et 350 m<sup>3</sup> pour 8 000 m<sup>3</sup>)</li> </ul> <p>Actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ensemble des employés du poste de garde sont vus par le service QHSE aux fins de les briefe à nouveau sur la procédure à appliquer (le gardien concerné a été vu le 26 mai, pour les autres, cela se déploie jusque début juin)</li> <li>- note de rappel sur la procédure (fait le 30 mai 2022)</li> <li>- les analyses seront effectuées obligatoirement en cas de sinistre et pompées par un spécialiste (révision de la procédure)</li> </ul> <p>Analyse de l'inspection du 10/06/2022 :</p> <p>Les dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement permettant de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie n'ont pas été mis en place lors de l'incendie du 21/05/2022. Les procédures de mise en place des téléstops et d'arrêt des</p>

<p>pompages dans les bassins ont été fournis.</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées par le sinistre n'a pas été récupéré.</p> <p>Les effluent ne sont pas traités en tant que déchets.</p> <p>L'exploitant doit fournir la note de rappel sur la procédure du 30/05/2022. La note de service du 30/05/2022 de rappel de la procédure en cas d'intervention des pompiers extérieurs à l'ensemble des personnels du poste de garde a été fournie. Le gardien week-end et jours fériés a été revu pour lui ré-expliquer les procédures. Les autres employés du poste de garde ont été revus par leur supérieurs pour faire une revue de la procédure.</p> <p>Une formation sur l'utilisation du téléstop et des kits d'urgence a été faite en salle en 2020.</p> <p>Une maintenance annuelle des téléstops a lieu. Les rapports de maintenance des téléstops ont été demandés et fournis le 17/06/2022. Le procès verbal de maintenance du 16/06/2022 précise que l'installation est en fonctionnement total. Les employés du poste de garde réalisent régulièrement un contrôle visuel de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale.

### Nom du point de contrôle : Suivi des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adopte avant le 15 avril 2022 et met en œuvre un plan de gestion des déchets, garantissant par ordre de priorité, la prévention des déchets, leur préparation en vue de réemploi, leur recyclage ou leur valorisation d'une autre manière.</p> <p>L'exploitant assure un suivi annuel de la quantité de déchets produits, par type de déchets, rapportée au volume de production lorsque cela est pertinent.</p>
<p><b>Constats : (C11) Le plan de gestion des déchets (dans sa forme actuelle) ne permet pas un suivi annuel de la quantité de déchets produits, par type de déchets, rapportée au volume de production lorsque cela est pertinent.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Le plan de gestion des déchets a été fourni par l'exploitant le 15 avril 2022.</p> <p>Il s'agit d'un tableau qui présente pour les différents déchets produits (code déchet, nom usuel, dénomination de la rubrique du déchet) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens de prévention éventuels,</li> <li>- la préparation en vue du réemploi le cas échéant,</li> <li>- s'il y a recyclage ou valorisation,</li> <li>- le code de traitement ainsi que l'opération d'élimination.</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître annuellement les quantités produites par déchets et les quantité dans les différentes filières de traitement.</p> <p>L'exploitant précise que la quantité de déchets produits est en augmentation en lien avec le démantèlement des machines, un meilleur tri du bois provenant des déchetteries, l'évacuation d'un mur en traverse de chemin de fer.</p> <p>Ces déchets doivent également apparaître dans le suivi. une colonne commentaire ainsi qu'une analyse détaillée de l'évolution des quantités produites annuellement est attendue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses et envol de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières résultant du transport, de la manutention et du stockage du bois, l'exploitant adopte avant le 15 avril 2022 et mettre en œuvre un plan de gestion de poussières. Ce plan est à mettre à jour chaque fois que nécessaire et à fournir à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect identifié.
<b>Observations :</b> Le plan de gestion des poussières a été fourni le 15 avril 2022. Ce plan détaille la gestion des poussières par rapport aux différentes exigences de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Il détaille également les mesures complémentaires qui sont mises en place ainsi que les plans d'actions qui sont en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Programme de surveillance annuelle de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. L'exploitant doit assurer une surveillance annuelle de la qualité de l'air pour les poussières (PM10 et PM2,5) et pour les composés organiques pris en compte dans l'ERS. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont fixés sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Les émissions diffuses sont prises en compte. Les mesures sont, si possible, reconduites aux mêmes points d'échantillonnage que ceux figurant dans le diagnostic initial de l'étude d'impact. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Une proposition de programme de surveillance environnementale est soumise à l'accord préalable de l'inspection avant le 15/04/2022.
<b>Constats : (C12) L'exploitant doit justifier la période de mesures au regard de l'activité du site (périodes d'émissions maximales à préciser notamment).</b> <b>L'exploitant doit justifier pourquoi le point H2 est retenu pour la surveillance annuelle.</b>
<b>Observations :</b> Le programme de surveillance annuelle de la qualité de l'air PM10, PM2.5 et composés organiques a été fourni à l'inspection le 15 avril 2022. Il présente : <ul style="list-style-type: none"><li>- la détermination des lieux de mesures à partir de la modélisation de la dispersion atmosphérique et des retombées de poussières réalisée par l'APAVE en 2019 (points H1 et H2 au nord, H3 au sud-est) ;</li><li>- la détermination des paramètres à surveiller à partir de l'EQRS réalisée en 2021 par OTE qui définit les traceurs pertinents suivants : poussières, COVnm, formaldéhyde ;</li><li>- le matériel de mesure proposé à partir de la campagne de lig'air réalisée en 2020 : mesure en continu avec analyseur de type Fidas pendant 2 semaines avec enregistrement des paramètres météorologiques et mesure par capteurs à diffusion passive d'une semaine pour les paramètres formaldéhyde et COVnm ;</li><li>- la période de mesure identique à celle de la campagne lig'air de 2020 : suivi annuel avril.</li></ul> Le guide de l'INERIS intitulé GUIDE Surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - DRC - 16 - 158882 - 12366A - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé de novembre 2016 a également été consulté. p.103, il est indiqué : "Pour des techniques de mesure de mise en oeuvre simple, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum de 14% de l'année. Cette couverture temporelle est assurée en réalisant 2 à 4 campagnes de mesure de 15 jours/un mois dans l'année." La période de mesure proposé de 15 jours ne semble donc pas suffisante, sauf à ce qu'une seconde campagne a minima soit réalisée dans l'année, elle est à justifier au regard de l'activité du site (périodes d'émissions maximales à préciser notamment).  L'exploitant doit justifier pourquoi seul le point H2 est retenu pour la surveillance annuelle. En effet, si le point H2 est le lieu de concentration maximale en PM 2,5, le point H1 présente une concentration du même ordre de grandeur et PM 2,5 et nettement plus élevée en PM 10 (en concentration dans l'air et en dépôt). Les deux points H1 et H2 pourraient être retenus. Il s'agit de déterminer le point de retombées maximum au niveau des cibles qui sont les plus exposées aux retombées de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet